

Grégoire Finidori

Un formidable système répressif

Les juridictions d'exception
à la fin de la guerre d'Algérie (1961-1963)

En étudiant les grands procès de la fin de l'Algérie française, on découvre ce que le procureur général Antonin Besson, qui avait requis dans l'affaire Challe et Zeller, a appelé, dans son ouvrage *Le Mythe de la justice*, « le dessous des cartes ». Celui-ci ne manque pas d'intérêt, Grégoire Finidori le montre dans ce livre.

L'auteur retrace d'abord le contexte historique, la fin de la IV^e République, puis le retour au pouvoir du général de Gaulle. Il explique comment le revirement de la politique algérienne du chef de l'État va susciter une série de crises conduisant, à partir de 1961, à la création de juridictions de pure circonstance : Haut Tribunal militaire, « petit » tribunal militaire, tribunal de l'ordre public et Cour militaire de justice.

L'auteur fait revivre certaines figures de cette époque (Challe et Zeller, Jouhaud, Salan, Bastien-Thiry...). Il porte un regard professionnel sur ces juridictions et sur la façon dont ces affaires ont été jugées.

Conseiller honoraire à la Cour de cassation, Grégoire Finidori, jeune adolescent, avait suivi les procès de la fin de la guerre d'Algérie. Licencié en droit, titulaire du certificat d'aptitude à la profession d'avocat, l'auteur est entré en 1972, après un service militaire en qualité d'officier de réserve en Allemagne, à l'École nationale de la magistrature (ENM). Il a exercé ses fonctions au parquet puis au siège, et enfin à la chambre criminelle de la Cour de cassation de 2008 à 2016. Chevalier de la Légion d'honneur, l'auteur a été, de 2013 à 2019, membre du collège de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Dominique Martin Morin
28,50 €



9 782856 524527

Table des matières

Préface	7
Introduction	11
Chapitre I - Mai 1958 : le retour au pouvoir du général de Gaulle ou la grande illusion	17
Une République en crise	17
Le miracle de mai 1958	24
Algérie française !	37
Chapitre II - Le procès des barricades de janvier 1960 : le pouvoir en échec	41
Les causes de la crise	41
La réaction du gouvernement	49
L'échec du pouvoir	57
Chapitre III - L'échec du putsch du 22 avril 1961 : la revanche du pouvoir	65
Les mesures répressives prises après le putsch	67
La création du Haut Tribunal militaire et du « petit » tribunal militaire	72
Chapitre IV - Le procès des généraux Challe et Zeller : un procès de connivence ?	83
Les pressions du pouvoir sur le procureur général Besson	88
L'escamotage de l'affaire Si Salah	100

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre V - Les procès des autres participants au putsch d'Alger et des auteurs du complot de Paris. ...	111
Devant le Haut Tribunal militaire	111
Le procès du commandant Hélié Denoix de Saint Marc, 5 juin 1961	112
Le procès du général Pierre Bigot, 6 juin 1961	117
Le procès du général André Petit, 7 juin 1961	119
Le procès du général Jean Nicot, 19 juin 1961	121
Le procès du général Marie-Michel Gouraud, 20 juin 1961	123
Le procès du commandant Georges Robin, 21 juin 1961	126
Le procès du lieutenant-colonel Jean Bréchignac, 26 juin 1961 ..	128
Le procès du lieutenant-colonel Charles de La Chapelle, 27 juin 1961	130
Le procès des lieutenants-colonels Pierre Lecomte et Georges Masselot, 28 juin 1961	132
Le procès du commandant Bernard Cabiro, 3 juillet 1961	135
Le procès du général Gustave Mentré, 4 juillet 1961	138
Le procès du colonel Roger Ceccaldi, 5 juillet 1961	140
Devant le « petit » tribunal militaire	143
Une juridiction relativement indulgente	143
Le procès des officiers du 1 ^{er} REP	147
Le procès du commandant Marcel Forhan	149
Les procès du commandant Julien Camelin, du lieutenant de vaisseau Pierre Guillaume, du commandant Henri Guizien	150
Le procès du complot de Paris : retour à la rigueur	153
Chapitre VI - Le tournant de la sévérité : les condamnations à mort d'Albert Dovecar et de Claude Piegts	163
L'assassinat du commissaire Roger Gavoury	164
Dovecar écrit et parle	167
Piegts refuse de s'exprimer	171

TABLE DES MATIÈRES

Les dénégations de Piegts à l'audience	172
Degueldre tente de sauver Piegts.	179
Chapitre VII - Un tribunal extraordinaire :	
le tribunal de l'ordre public	185
Un tribunal temporaire institué par décret	187
Une procédure extrêmement sommaire	191
Une juridiction visant essentiellement les Européens	192
Des pratiques discutables.	196
Chapitre VIII - La condamnation à mort	
du général Jouhaud : la défense a-t-elle été jouée ?	219
L'affaire de la république franco-algérienne	225
La défense manœuvrée ?	231
Chapitre IX - Les circonstances atténuantes	
accordées au général Salan	
ou le retour de l'affaire du bazooka	239
Le travail méthodique de la défense	241
Retour sur l'affaire du bazooka	265
La surprise d'un jugement	275
Pourquoi les circonstances atténuantes ?	283
Le sauvetage de Jouhaud	287
Chapitre X - Une juridiction créée pour condamner :	
la Cour militaire de justice	293
La condamnation à mort du lieutenant Degueldre	296
Le général de Larminat choisit le suicide	307
Le procès du lieutenant Godot, du lieutenant Bernard et de l'adjudant Robin	308
La condamnation à mort d'André Canal	316
Chapitre XI - Le Conseil d'État censure	
le président de la République	323
L'annulation de la Cour militaire de justice	323
L'institution de la Cour de sûreté de l'État	330

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre XII - Le procès du Petit-Clamart :	
un simulacre de justice	337
La défense à l'offensive	345
L'intrusion du pouvoir politique	376
La Cour militaire de justice dans ses œuvres	386
Questions après la mort	416
Épilogue	429
Conclusion	445
Remerciements	457
Lexique juridique simplifié	459
Chronologie sommaire	467
Annexe : le tribunal de l'ordre public	473
Index	483
Sources et bibliographie	493